

SKIKDA

La bande
de la
Briqueterie
ouest
neutralisée

Association de malfaiteurs, vol qualifié de nuit et multiple, coups et blessures volontaires à l'aide d'armes blanches, destruction volontaire de biens d'autrui et port d'armes blanches apparentes.

Tels sont les griefs retenus par le procureur de la République près le tribunal de Skikda, à l'encontre de 4 malfaiteurs âgés de 16 à 23 ans, qui faisaient l'objet de plaintes citoyennes pour des faits d'agressions, de vol sous la menace d'armes blanches et de destruction de biens d'autrui.

L'affaire a été dénouée par la brigade de la police judiciaire du 4^e arrondissement de Skikda. Les faits remontent au 25 du mois dernier, quand, vers les coups de 17 h, au cours d'une patrouille pédestre au niveau du site précaire le Lac des Oiseaux, les policiers ont été attirés par un groupe de jeunes adeptes de Bacchus et de jeux de cartes. A la vue des policiers, ces derniers ont pris la fuite, ce qui a encore éveillé les soupçons. L'un des fuyards a été intercepté en possession d'arme prohibée et d'un joint.

Alors qu'ils l'emmenaient vers le poste de police, les flics ont été apostrophés par le restant du groupe, qui ont tenté de leur barrer la route en utilisant des armes blanches et des projectiles.

L'interrogatoire a abouti à l'identification de la jeune personne comme faisant partie de la bande spécialisée dans le vol de cybercafés, alors que deux de ses complices ont été déjà arrêtés. La confrontation avec un des plaignants a confirmé ce fait et d'autres, dont celui lié aux nombreux vols dont faisait l'objet le lotissement social la Briqueterie ouest.

Zaïd Zoheir

LES BOULANGERS EN GRÈVE ILLIMITÉE

Constantine privée de pain

La grève illimitée des boulangers de Constantine, enclenchée samedi pour protester contre la fermeture par la police de cinq boulangeries d'Aïn Smara, lesquelles avaient procédé à une augmentation unilatérale du prix de la baguette, se poursuit.

Hier, au deuxième jour de la grève illimitée des boulangers de Constantine, rares étaient les commerçants à proposer ce produit de large consommation. Les rideaux des 83 boulangeries encore en «activité légale » que compte la capitale de l'Est sont demeurés baissés.

Conséquence : une grande tension sur ce produit commence à se faire sentir surtout que jusqu'à hier, boulangers et administration continuent de camper sur leur position et refusent d'abdiquer. Comment se procurer du pain alors ? Auprès des nombreux vendeurs informels de ce produit, lesquels, en bons commerçants flairant les bonnes affaires, ont pris le relais proposant la baguette à des prix exorbitants et gare aux personnes qui rechignent ou protestent. La baguette a été cédée par un «commerçant ambulant» dont la fourgonnette fait office de boutique à la rue Bouderbala, à 15 dinars.

Précisons, en ce sens, que l'activité de vente de pain, sur les trottoirs et abords des magasins est très répandue à Constantine et ce, depuis des années déjà. Bref, hier, d'interminables files d'attente se sont formées devant les étals des vendeurs informels de pain, notamment à l'entrée de la rue Larbi Ben M'hidi, El Batha et la rue Bouderbala. À la nouvelle-ville Ali Mendjeli qui abrite quelque 200 000 habitants et où le pain est vendu surtout par les commerçants en alimentation générale, la situation était

identique. Les chefs de familles cou-raient dans tous les sens à la recherche d'une baguette de pain. En vain. Selon le gérant d'une supérette, les commerçants, craignant la réaction des consommateurs découlant de l'application de la nouvelle tarification, ont préféré ne pas vendre de pain en attendant de voir clair. A ce propos, plusieurs personnes à travers le territoire de la wilaya qui échappent au contrôle de l'administration, produisent du pain dans l'illégalité et l'écoulent dans les circuits parallèles. Il en va de même pour ce qui est de la commune de Aïn Smara où le mouvement de protestation des boulangers a pris naissance suite à la fermeture de cinq boulangeries. Une grande tension était observée. La tension sur ce produit n'a pas touché que les consommateurs, elle a également pénalisé les restaurants et autres établissements conventionnés. Bon nombre d'entre eux étaient en chômage. En outre, des commerçants sans scrupule, voyant que les familles se sont rabattues sur la semoule, ont profité de cette occasion pour augmenter son prix. A la nouvelle-ville Ali Mendjeli, le prix d'un sac de 10 kg de semoule est passé, du jour au lendemain de 420 dinars à 450 dinars.

En un mot, hier les Constantinois ont vécu une situation inédite, serions-nous tentés de dire : du pain, «importé» d'autres wilayas vendu à même le sol à 15 et 20 dinars. Cet état de fait n'était pas sans susciter



Photos : DR

l'indignation et la colère des consommateurs surtout lorsqu'on sait, tiennent-ils à le rappeler, à juste titre que le ministre du Commerce a écarté toute augmentation. «Que peut-on faire ? Je suis obligé de céder, je dois nourrir les enfants» dira un homme avec regret.

A l'origine de ce mouvement de protestation, la pénalisation par les services de la police de cinq boulangers de la commune d'Aïn Smara. Ces derniers avaient procédé sans préavis, assurent les consommateurs, à une majoration du prix de la baguette de pain, laquelle est passée depuis samedi de 7,50 dinars à 10 dinars. En signe de solidarité avec leurs confrères, les artisans boulangers de la ville ont enclenché une grève pour protester contre cette action. Aussi, les protestataires ont exigé, pour reprendre le travail «l'annulation pure et simple des procès-verbaux avec contrainte de fermeture» rédigés par la police contre leurs confrères de la commune d'Aïn Smara. Joint par téléphone, le président du bureau local de la Fédération

des boulangers algériens, Bouguerne Abdelaziz qui a tenu à préciser que la grève était «spontanée» s'est montré préoccupé par la tournure qu'a pris la situation. Selon ce dernier, les boulangers qui ont investi dès les premières heures de la matinée d'hier, les locaux du bureau de la fédération, étaient dans tous leurs états et réclamaient des solutions.

Revenant sur les origines du mouvement qui a pénalisé toute la ville, ce dernier a expliqué qu'il est intervenu en signe de solidarité avec les 5 boulangers pénalisés par les services de police parce qu'ils avaient augmenté le prix du pain. Alors que, souligne-t-il, celle-ci était prévisible et que les concernés n'ont fait que suivre la décision prise par leurs collègues à l'échelle nationale, à savoir l'application de la nouvelle tarification.

Pour rappel les professionnels réclament depuis des années, une nouvelle marge invoquant en ce sens, les coûts élevés de production de la baguette. Le coût réel de cette dernière selon les artisans, est de 8,50 DA.

Farid Benzaid

JIJEL

Un immense parking clandestin à l'entrée de la ville

L'entrée Est de la ville de Jijel est en passe de devenir un parking clandestin, au su et au vu de tous. En effet, les usagers de la RN 43 reliant Jijel à Constantine sont frappés par le grand nombre de bus et de camions de grand tonnage, stationnés dans les deux sens à partir de la sortie du chef-lieu de wilaya, sur une distance de plus de 2 km.

Un état de fait déplorable qui pénalise lourdement les automobilistes et les usagers de ladite route, dont les accotements sont constamment squattés par ces transporteurs qui imposent leur diktat sous le nez des agents de l'ordre.

En empruntant ladite route, nous avons été désagréablement surpris par cette interminable file de camions, bus et remorques stationnés dans les deux sens sur une distance de plus de 2 km. Nous avons constaté aussi que certaines remorques chargées de différentes marchandises sont immobilisées depuis plus d'un mois alors que sur d'autres, nous avons pu lire «à

vendre, contactez...» Un vrai souk dû à l'absence des services compétents. Tirant profit de la mentalité du «bey-leck» qui semble être le mode de gestion des affaires publiques en raison de l'impunité, certains transporteurs de voyageurs ont poussé le bouchon loin, en transformant la sortie Est de la gare routière gérée par l'entreprise Sogral en station de lavage et graissage pour leur bus, avec les risques encourus sur le plan environnemental. Une situation qui renseigne sur le laisser-aller qui prévaut au niveau de ces espaces publics. Il convient de souligner que ce parking clandestin imposé par ces camionneurs situé à quelques enca-

blures d'un barrage fixe des services de sécurité, entrave la fluidité du trafic routier au niveau de l'entrée Est du chef-lieu de wilaya, dont l'accès constitue un enfer notamment aux heures de pointe.

Face à ce parking informel causant beaucoup de désagréments aux usa-

gers de cette route nationale, les automobilistes lancent un appel à qui de droit pour libérer la route de ces squatteurs d'un autre genre et combattre l'informel qui est en passe de devenir la règle, et ce, faute d'autorité.

B. M.-C.

Le directeur de l'agence foncière démis de ses fonctions

Le directeur de l'agence foncière de la wilaya de Jijel a été démis de ses fonctions récemment. En effet, il a été remplacé par Tahar Izeri, ancien chef de la daïra de Texenna. Selon certaines indiscretions, cette fin de fonction serait liée à la gestion controversée de certains dossiers, notamment le lotissement de Timezer, relevant de la commune d'El Aouana.

Nos sources ajoutent que le nouveau directeur aura du pain sur la planche dans la gestion de certains dossiers, notamment l'énigmatique projet des 20 logements participatifs en face du siège de la Direction de l'éducation, qui traîne toujours, et le lotissement de Heddada.

B. M.-C.

COMMUNIQUÉ DJEZZY

Avec Flexily, faites profiter
de votre ligne postpayée vos proches
du prépayé

Avec Djeczy, il y a toujours du nouveau d'une grande utilité pour les abonnés. Ainsi, si vous avez une ligne postpayée Djeczy Classic ou Millenium, grâce à Flexily de Djeczy, vous pouvez faire profiter vos proches possédant des profils Djeczy Carte, Allo et Djeczy Control, de votre crédit en toute liberté. Transférez librement de 50 à 100 DA de votre crédit. Vous pouvez faire cette transaction jusqu'à 6 fois par jour, le montant global n'excédant pas 600 DA/mois. Le prix du transfert du crédit est de 10 DA la transaction et les montants transférés et les frais de transfert seront portés sur votre prochaine facture. L'installation du service Flexily sur la ligne postpayée est gratuite (*100#). Pour vérifier le montant des transferts mensuels ainsi que le montant restant, le client doit composer la syntaxe gratuite de consultation *775#.

Mode d'emploi : *770* numéro du correspondant *montant* le code PIN #

Au-delà de six (06) tentatives d'insertion d'un code PIN erroné, le transfert de crédit sera automatiquement bloqué.

EL TARF

140 professeurs de l'enseignement moyen boycottent le concours professionnel de conseiller de l'éducation

«Ce sont exactement 140 professeurs de l'enseignement moyen sur les 160 qui devaient passer le concours de conseiller de l'éducation, au niveau du CEM Abasss Ahmed, sis au centre-ville d'El Tarf, qui ont décidé, hier dimanche, de boycotter les examens afin de pourvoir 27 postes, et ce, pour protester contre les responsables de la Direction de l'éducation qui ont opté pour des épreuves écrites allant à contre sens de ce qui a été adopté dans d'autres wilaya, à savoir le système de qualification par ancienneté dans le poste

selon l'article 88 de la loi n° 08/315 du décret n° 12/240», a déclaré le représentant syndical de wilaya, affilié à l'UNPEF (Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation).

Et d'ajouter : «La décision de se retirer de ce concours est justifiée à plus d'un titre. Beaucoup de professeurs ont la peur au ventre que cette méthode des épreuves écrites ne débouche sur des falsifications des résultats, dès lors qu'il existe des professeurs qui cumulent plus de 20 ans d'exercice dans ce métier éreintant.



Aussi est-elle subordonnée aux résultats de la réunion de notre organisation syndicale du 28 février dernier qui a

décidé de l'annulation pure et simple du concours de conseiller de l'éducation.»

Daoud Allam